



Revue des Sciences Sociales

Numéro 4 | 2025

Numéro Varia | décembre 2025

REA – Impact factor (SJIF) 2025 : 5.341

Date de soumission : 14-09-2025 / Date de publication : 30-12-2025

VIVRE LA RUE INFORMELLE

ENTRE PUBLIC ET PRIVE : L'APPROPRIATION SOCIO-SPATIALE DE LA RUE AU SEIN D'UN QUARTIER INFORMEL EN TUNISIE

LIVING THE INFORMAL STREET

BETWEEN PUBLIC AND PRIVATE : SOCIO-SPATIAL APPROPRIATION OF THE STREET IN A TUNISIAN INFORMAL SETTLEMENT

Noura **KHIARI**

RÉSUMÉ

Dans les quartiers informels tunisiens, la rue est bien plus qu'un espace de circulation : elle constitue une scène vivante du quotidien, un support d'activités domestiques, sociales, économiques et rituelles. Cet article s'intéresse aux formes d'appropriation socio-spatiale de la rue en explorant comment les habitants transforment cet espace en ressource collective, en réponse à l'exiguïté des logements, à l'absence d'équipements publics et à la précarité des services urbains.

L'enquête, menée dans un quartier à Bhar Lazreg (en banlieue nord de Tunis), repose sur une approche ethnographique articulant observations, entretiens informels et relevés des usages quotidiens de la rue. L'analyse met en lumière une pluralité de pratiques : nettoyage et entretien collectifs, stockage de matériaux de construction, installation de vendeurs informels, privatisation temporaire lors de cérémonies. Ces usages

révèlent un mode de régulation sociale fondé sur la confiance, la tolérance et la négociation. La rue apparaît ainsi comme un espace hybride, entre public et privé, dont les frontières sont sans cesse redessinées par les pratiques habitantes. Loin d'un désordre, ces formes d'appropriation traduisent une urbanité populaire inventive et résiliente. En documentant ces usages ordinaires, cet article plaide pour une reconnaissance des logiques locales de gestion et d'aménagement de l'espace, trop souvent invisibilisées par les approches institutionnelles de la ville formelle.

Mots-clés : Habitat informel, appropriation de la rue, pratiques socio-spatiales, Tunisie, Frontières public/privé

ABSTRACT

In Tunisian informal neighborhoods, the street is far more than a circulation space: it is a vibrant stage of daily life and a support for domestic, social, economic, and ritual activities. This article examines the socio-spatial appropriation of the street, exploring how residents transform it into a collective resource in response to cramped housing, the absence of public facilities and precarious urban services.

The fieldwork, conducted in the Bhar Lazreg district (a northern suburb of Tunis), is based on an ethnographic approach combining observations, informal interviews and systematic records of street practices. The analysis highlights a wide range of activities: collective cleaning and maintenance, storage of construction materials, the presence of informal vendors and the temporary privatization of space during ceremonies. These uses reveal a mode of social regulation grounded in trust, tolerance and negotiation.

The street thus emerges as a hybrid space, situated between public and private, whose boundaries are constantly reshaped by inhabitants practices. Far from representing disorder, these forms of appropriation express an inventive and resilient popular urbanity. By documenting these ordinary uses, the article argues for the recognition of local logics of management and spatial organization, which remain too often made invisible by institutional approaches to the formal city.

Keywords : Informal housing, street appropriation, socio-spatial practices, Tunisia, public/private boundaries

INTRODUCTION

En Tunisie, l'habitat informel constitue l'un des phénomènes urbains les plus visibles et les plus durables du paysage des grandes villes. Selon les estimations de l'Agence de Réhabilitation et de Rénovation Urbaine (ARRU), plus de 1,5 million de personnes vivent aujourd'hui dans des quartiers informels, soit environ 30 % de la population urbaine du pays¹. Ces quartiers, issus de l'urbanisation spontanée des périphéries dès les années 1970, continuent de se développer dans un

contexte de pénurie structurelle de logements abordables, d'inégalités socio-spatiales marquées et de faible encadrement foncier.

Longtemps perçus comme des espaces marginaux, illégaux ou en attente de régularisation, ces quartiers informels ont pourtant construit leur propre logique d'organisation : des réseaux d'entraide, des formes d'auto-construction et surtout une gestion quotidienne de l'espace public par ses usagers. Au cœur de cette organisation, la rue occupe une place centrale. Loin d'être un simple espace de circulation, elle devient un espace de vie, de travail, de rituels sociaux et d'activités domestiques étendues. Ce lieu, censé relever du domaine public est progressivement investi, modifié et transformé par les habitants au gré de leurs besoins, de leurs rythmes et de leurs interactions sociales.

Partant de ce constat, cet article propose d'analyser les modalités d'appropriation socio-spatiale de la rue dans un quartier informel appelé El Oued et situé à Bhar Lazreg en banlieue nord de la capitale, Tunis. Il s'appuie sur une enquête ethnographique qui interroge les usages collectifs, domestiques, rituels et économiques de la rue. Nous posons ainsi les questions suivantes : Comment la rue devient-elle un espace approprié, géré et investi par ses habitants ? Quelles pratiques y prennent place ? Comment ces usages modifient-ils les frontières entre espace public et espace privé ?

À partir de ces interrogations, nous montrerons que la rue, dans ces contextes urbains populaires, se constitue comme un espace hybride, révélateur d'une urbanité spécifique, fondée sur l'adaptation, la solidarité, la négociation permanente et la production d'un ordre social ancré dans les usages.

1. CADRE THÉORIQUE

Cette partie propose d'examiner les principaux cadres conceptuels mobilisés pour comprendre les pratiques d'appropriation de la rue dans les quartiers informels. Pour cela, nous nous appuyons sur des travaux en géographie sociale, anthropologie urbaine et études maghrébines portant sur la ville informelle.

¹ ARRU, 2022. Rapport annuel 2021, Tunis.

1.1. Notions de production sociale de l'espace

La réflexion sur l'appropriation de la rue dans les quartiers informels s'inscrit d'abord dans le cadre de la production sociale de l'espace, formulée ainsi par Lefebvre (1974 : 26) « l'espace social et sa pratique spatiale ». Selon lui, l'espace n'est jamais neutre : il est produit par les rapports sociaux, les usages et les pratiques quotidiennes. Il résulte d'un processus dialectique entre les représentations spatiales, les pratiques d'usage et les formes matérielles de l'environnement bâti. Dans les quartiers informels, cette production se manifeste par une transformation continue des espaces dits publics, façonnés selon les besoins des habitants.

En anthropologie urbaine, Low (2006 : 2) approfondit cette approche en montrant que les espaces publics sont toujours négociés par des dynamiques sociales (de genre, de classe et d'âge) qui les reconfigurent sans cesse.

Cette conception de l'espace ouvre la voie à une lecture plus collective de la rue, non plus seulement comme un lieu d'usage, mais comme un espace de gestion partagée et de coopération entre habitants.

1.2. Théories des biens communs urbains et de l'entraide

Ainsi, les pratiques collectives de gestion de la rue peuvent également être analysées à l'aune des théories des biens communs urbains. Loin d'être abandonnés ou anarchiques, ces espaces sont souvent gérés par des règles implicites, des formes de régulation sociale et des micro-institutions locales. Les travaux d'Ostrom (1990 : 20) sur la gouvernance des biens communs montrent que les communautés peuvent produire des formes efficaces de gestion collective sans intervention extérieure.

Selon Harvey (2012 : 45) « The right to the city is a right to change ourselves by changing the city », il insiste sur le droit à la ville et la réappropriation des espaces urbains par les classes populaires. Ces espaces, bien que périphériques et informels sont des lieux d'organisation sociale, de solidarité et de créativité urbaine. La rue, dans ce contexte, devient un bien commun produit et entretenu par les habitants, en réponse à l'absence ou à l'insuffisance de la puissance publique.

Ces logiques d'organisation collective trouvent une traduction concrète dans les pratiques quotidiennes d'appropriation, où la rue devient aussi un prolongement de l'espace domestique et un terrain d'invention sociale.

1.3. Appropriation informelle et frontières mouvantes entre public et privé

L'appropriation de la rue par des pratiques domestiques (telles que la cuisine, la lessive), sociales (les discussions, les jeux) ou économiques (la vente de fruits, d'habits de seconde main) interroge les frontières classiques entre espace public et espace privé (Bouchrara 1995 : 50). Ces frontières ne sont pas fixes mais mouvantes, contextuelles et négociées.

La rue devient une interface : à certaines heures ou pour certains usages, elle bascule vers le privé (par exemple, lors d'une cérémonie familiale) puis redevient un espace collectif. Cette modularité traduit une conception située et pragmatique de l'espace, fondée sur l'usage et non sur le statut juridique. Ces pratiques révèlent une urbanité populaire qui résiste aux cadres normatifs imposés par la planification urbaine formelle.

Ceci nous invite à les replacer dans leur contexte géographique et culturel, en mobilisant les études menées sur les villes du Maghreb et plus particulièrement sur le cas tunisien.

1.4. Spécificités des études maghrébines sur l'habitat informel

Dans le contexte maghrébin, les premières formes d'urbanisation spontanée en Tunisie ont été largement analysées dans les travaux de l'urbaniste tunisien (Chabbi 1985 : 75) et ce, dans sa thèse de doctorat qui a largement contribué à documenter ces quartiers en particulier autour de Tunis. Il souligne que, loin d'être désorganisés, ils obéissent à des logiques internes d'appropriation, de cohésion sociale et d'aménagement progressif. D'autres chercheurs et notamment des sociologues ont mis en lumière la richesse des savoir-faire locaux ; « les compétences des habitants » (Navez-Bouchanine 2002 : 153), les formes de gouvernance informelle (Bakkar 1995 : 70) et les logiques de production autonome de la ville.

Ces approches permettent de déconstruire les discours dominants qui réduisent l'habitat

informel à un problème ou à un échec urbain en montrant au contraire sa complexité fonctionnelle et sociale.

Ce cadre conceptuel prépare ainsi l'analyse du terrain choisi et les modalités d'enquête mobilisées pour l'étudier.

2. MÉTHODOLOGIE

La démarche méthodologique adoptée relève d'une approche ethnographique, descriptive et analytique, mobilisant des données qualitatives et quantitatives. Elle repose sur une présence prolongée dans le quartier, permettant d'observer les pratiques habitantes dans leur déroulement quotidien et dans leurs variations temporelles. Cette démarche, fondée sur l'immersion et l'attention aux interactions ordinaires, vise à saisir la manière dont les habitants organisent, ajustent et investissent

l'espace de la rue. Elle repose principalement sur trois outils de l'ethnographie à savoir les observations directes, les relevés systématiques des usages et des entretiens semi-directifs.

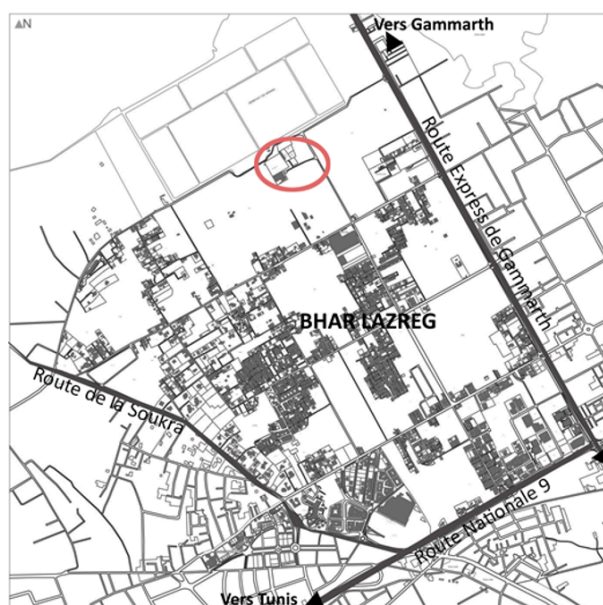
Cette approche s'inscrit dans un travail ethnographique de longue durée, amorcé dans le cadre d'une thèse de doctorat (Khiari 2013) et poursuivi entre 2022 et 2025 dans le quartier informel d'El Oued, à Bhar Lazreg.

2.1. Choix du quartier

Ce quartier, dont les premières constructions datent de 2015, compte aujourd'hui environ 150 logements.

L'analyse diachronique des images satellites présentées ci-dessous et réalisées à dix ans d'intervalle montre une extension rapide de l'habitat et une densification progressive du tissu au détriment d'anciennes terres agricoles.

Fig.1 : Plan de localisation du quartier d'étude



Source : Khiari, 2015

Fig.2 : Image satellite du 07/02/2015



Fig.3 : Image satellite du 19/01/2025



Source : GoogleEarth

El Oued a été choisi comme terrain d'étude en raison de son caractère récent, qui permet d'observer directement les processus d'urbanisation spontanée et la formation progressive des usages de la rue. Sa position en marge de la ville formelle et l'absence

d'aménagements publics en font également un contexte privilégié pour analyser les pratiques d'appropriation, les règles tacites et les formes d'organisation collective développées par les habitants.

2.2. Description des méthodes utilisées

Après avoir présenté les caractéristiques du terrain, il convient désormais de détailler les modalités concrètes de collecte des données mises en œuvre sur place.

Pour ce qui est des observations, elles ont été conduites à différentes heures de la journée (8h, 12h et 18h) et à divers moments de la semaine, sur plusieurs mois et à travers les saisons notamment en hiver pour observer les effets des pluies. Ce suivi prolongé a permis de saisir la variabilité temporelle des usages.

Parallèlement, des relevés photographiques ont été effectués pour consigner la nature des activités recensées (domestiques, sociales, commerciales et rituelles). Ces usages ont été reportés sur plan et complétés par des notes ethnographiques détaillant les interactions et les transformations quotidiennes de l'espace.

Un journal de bord a été tenu tout au long du travail sur terrain, consignait les rythmes, les temporalités et les micro-transformations de la rue. Ces matériaux ont constitué la base d'une analyse inductive des pratiques et des logiques habitantes d'appropriation.

Afin de compléter ces observations et approfondir la compréhension des pratiques habitantes, soixante entretiens semi-directifs ont été réalisés auprès des résidents et des acteurs de la rue, sur un total estimé à environ cinq cents habitants.

2.3. Constitution de l'échantillon

L'échantillon comprend cinquante habitants (hommes, femmes et enfants) et dix commerçants exerçant leurs activités sur les rues principales et secondaires. La sélection a reposé sur un échantillonnage raisonné, conçu

pour refléter la diversité des situations sociales, spatiales et économiques du quartier.

Les critères de sélection portaient sur :

- L'ancienneté d'installation (anciens résidents, nouveaux arrivants, locataires récents) afin de saisir les trajectoires d'appropriation ;

- La localisation du logement ou de l'activité (rue principale, ruelle secondaire, impasse) pour observer les variations d'usage selon la morphologie urbaine ;

- Le genre et la composition du ménage (femmes, hommes, jeunes, parents) pour révéler la diversité des rôles sociaux ;

- L'activité professionnelle (commerçants, artisans, employés, sans emploi, travailleurs informels) pour relier les pratiques économiques à l'espace public.

La constitution de l'échantillon a combiné un recrutement direct sur le terrain auprès des habitants rencontrés lors des observations et la méthode dite « boule de neige », couramment utilisée dans les enquêtes qualitatives lorsqu'il n'existe pas de registre formel de la population. Cette approche consiste à partir d'un premier groupe de participants pour être orienté vers d'autres, appartenant à des réseaux de proximité. Elle favorise la diversité des profils, tout en assumant le caractère non probabiliste de l'échantillon.

Les entretiens, d'une durée moyenne de 30 à 45 minutes, se sont déroulés entre mai et août 2024, dans des espaces familiers pour les participants (seuil des maisons, ruelles, commerces). L'ensemble des propos a été anonymisé afin de garantir la confidentialité et la liberté de parole.

Les principales caractéristiques des personnes interrogées sont résumées dans le tableau suivant, qui présentent la composition socio-démographique des enquêtés.

Tabl.I : Données socio-démographiques des enquêtés

	Nombre	Tranche d'âges	Professions	Situation patrimoniale
Hommes	15	Entre 25 et 45 ans	20% au chômage 60% ouvriers journaliers 20% salariés	75% mariés 25% célibataires
Femmes	25	Entre 20 et 40 ans	65% femmes de ménage 20% ouvrières dans usine 15% femmes au foyer	90% mariées 10% jeunes femmes
Enfants	10	Entre 8 et 13 ans	Élèves Niveau d'études primaires	-

Source : Khiari, 2025

En complément de ces profils résidentiels, le tableau ci-dessous présente la typologie des commerçants enquêtés, permettant

d'appréhender la diversité des activités économiques présentes dans les rues du quartier.

Tabl.II : Typologies des commerçants enquêtés

Nature du commerce	Nombre relevé	Emplacement
Épiceries	3	Rues intérieures au quartier
Atelier de menuiserie	1	Desserte principale du quartier
Atelier de ferronnerie	1	Desserte principale du quartier
Mécaniciens	3	Desserte principale du quartier
Vendeurs de fruits et légumes	2	Rues intérieures au quartier

Source : Khiari, 2025

Les entretiens ont permis de révéler des mécanismes d'appropriation et de régulation qui structurent le quotidien du quartier. Bien que limité à 12 % de la population, l'échantillon reflète la diversité sociale et spatiale des situations observées, sans prétendre à une représentativité statistique.

Les résultats présentés ci-après illustrent la manière dont ces habitants investissent la rue, en la transformant en un espace commun partagé par des usages collectifs et régulé par des accords tacites.

3. RÉSULTATS

3.1. Les usages communautaires de la rue

Dans ce quartier, on peut dire que l'usage collectif et quotidien de la rue dépasse largement sa fonction primaire circulaire. En l'absence de prise en charge municipale structurée, les habitants développent des formes d'organisation locale et spontanée qui assurent l'entretien, l'accessibilité et parfois même l'amélioration physique de cet espace. Ces pratiques, bien que discrètes, traduisent un mode d'auto-gestion communautaire qui joue un rôle clé dans la cohésion du quartier et la structuration sociale.

3.1.1. Le nettoyage et l'entretien de la rue comme pratiques collectives

L'un des usages les plus visibles est le nettoyage régulier des rues par les habitants eux-mêmes. Dans plusieurs rues observées, il est courant de voir des résidentes (souvent des

femmes) balayer l'espace devant leur maison tôt le matin. Ce geste, répété quotidiennement ou hebdomadairement selon les rues, n'est pas seulement utilitaire : il traduit un rapport affectif à l'espace de proximité, un souci du cadre de vie et une responsabilité assumée à l'échelle domestique étendue. Comme le résume Aïcha, 35 ans, femme de ménage et habitante d'une des rues : « *Si on ne nettoie pas nous-mêmes, personne ne le fera. C'est notre rue, elle doit rester propre pour nos enfants.* »

Ces efforts d'entretien ne se limitent pas à l'espace individuel. Lorsqu'un événement s'annonce (mariage ou fête religieuse), le nettoyage devient collectif et coordonné. On nettoie alors la rue dans son ensemble, parfois même en la décorant. Ces moments renforcent les liens entre les voisins et participent à la reconnaissance d'un territoire commun.

3.1.2. Déchets, eau et assainissement, alternatives informelles au service public

Dans les rues dépourvues de bennes à ordures ou rarement desservies par les camions de ramassage, les habitants organisent parfois des formes rudimentaires de gestion collective des déchets. Cela peut passer par la désignation d'un point de dépôt commun (souvent à l'intersection de deux rues) ou par des ententes informelles avec des collecteurs indépendants qui passent à des horaires fixes (horaire de passage relevé 10h).

Ce système de collecte parallèle repose sur des accords tacites, parfois négociés entre habitants, parfois imposés par des figures locales (les propriétaires anciens, les commerçants).

Comme l'explique Hassan, 45 ans, maçon et habitant du quartier : « *On s'est mis d'accord entre voisins : chacun dépose ses sacs à un seul endroit, le même pour tous.* »

De manière analogue, la question de l'accès à l'eau et à l'assainissement fait également l'objet d'une gestion communautaire compensatoire. En effet, à El Oued, près de 65 % des habitations ne sont pas encore raccordées au réseau d'évacuation des eaux usées de l'ONAS². Les habitants font alors

appel à des camions privés qui viennent pomper les fosses septiques et transporter les eaux usées pour les rejeter ensuite dans le caniveau principal d'évacuation qui est à ciel ouvert, comme on peut le voir sur la photo ci-dessous.

Ce service, organisé de façon régulière et connu de tous, constitue une solution collective face à l'absence d'équipement formel.

Fig.4 : Evacuation des eaux usées pour les logements non raccordés au réseau



Source : Khiari, 2025

Par ailleurs, environ un quart des foyers (25 %) ne sont pas encore reliés au réseau d'eau potable. Ils font appel à des camions-citernes qui viennent remplir les citernes familiales, souvent installées dans les cours arrière ou sur les terrasses accessibles au-dessus du rez-de-chaussée. Ces pratiques, tolérées et intégrées au fonctionnement ordinaire du quartier, montrent que la rue n'est pas seulement un lieu d'organisation sociale mais aussi une interface logistique, indispensable à la gestion quotidienne de services urbains encore incomplets.

3.1.3. Aménagements et réparations : la rue comme chantier partagé

Dans certains cas, les habitants entreprennent des travaux de réparation ou d'aménagement de la voirie. Il peut

s'agir de combler des trous avec du gravier ou du sable, de poser des dalles devant les maisons ou encore de construire un caniveau rudimentaire pour drainer l'eau en saison des pluies. À l'échelle du quartier, ces actions demeurent minoritaires et situées : portées par de petits collectifs (2 à 5 ménages), elles ciblent surtout les segments les plus dégradés (abords d'habitation, bas de pente) et surviennent surtout après les pluies.

Dans une des rues observées, une équipe de deux jeunes hommes a ainsi refait à la pelle une partie du caniveau détérioré devant plusieurs habitations, avec l'accord tacite des voisins. Le matériel (ciment, sable) a été acheté en commun et chacun a contribué selon ses moyens.

Ce type d'intervention illustre une forme d'entretien participatif et de coproduction de l'espace public.

² ONAS : Office National de l'Assainissement

Fig.5 : Travaux d'aménagement d'un caniveau

Source : Khiani, 2022

3.1.4. La rue comme espace de circulation régulée par la communauté

Enfin, dans plusieurs quartiers, la circulation des voitures ou des deux-roues dans certaines ruelles étroites fait l'objet de régulations informelles. On installe des pierres, des briques ou même des pots pour ralentir le passage, protéger les enfants ou réserver un espace à usage communautaire.

Ces dispositifs ne sont pas pérennes : ils évoluent en fonction des usages du moment. Par exemple, ils peuvent être enlevés pour un événement puis remis en place par les habitants. Cela montre que les usagers de la rue ne sont pas dans une logique de privatisation mais dans une régulation pragmatique et sensible aux besoins immédiats et aux dynamiques collectives.

Ces usages communautaires de la rue relèvent d'un système d'auto-organisation fondé sur la proximité, la solidarité et la connaissance mutuelle et c'est ce qui permet qu'elle devienne aussi un espace d'extension domestique.

3.2. La rue comme extension domestique

Dans les conceptions classiques de l'urbanisme, l'espace urbain est structuré selon une distinction nette entre sphère publique et sphère privée. Les rues, les trottoirs et les places appartiennent au domaine public tandis que les habitations, les cours et les jardins relèvent du privé. Cette séparation, héritée de la planification moderne et des régimes fonciers formels ne correspond toutefois que partiellement

à la réalité observée dans les quartiers informels. Loin de cette binarité, les pratiques habitantes révèlent une hybridation des fonctions et une redéfinition continue des usages où les limites entre public et privé sont négociées, contextuelles et évolutives.

Vue que les logements dans ce quartier sont souvent exigus, incomplets ou en évolution permanente, la rue joue alors un rôle important en tant que prolongement fonctionnel de l'espace privé. Elle accueille de nombreuses pratiques domestiques qui, ailleurs, seraient confinées à l'intérieur de la maison. Cette porosité spatiale traduit une adaptation aux contraintes matérielles mais aussi une reconfiguration implicite des usages de l'espace urbain.

3.2.1. Espace de seuil : une zone tampon

Le seuil de la maison (espace situé entre la porte d'entrée et la rue) en est le premier exemple. Il devient une zone de transition stratégique. Il accueille les chaises en été, des produits à vendre voire les matériaux de construction. Cet espace n'est ni totalement privé, ni pleinement public : il constitue un espace socialement codé, à la fois visible et protégé où se jouent des formes subtiles de sociabilité, de mise en scène de soi et de régulation sociale.

Comme le raconte Samira, 32 ans, mère de deux enfants, habitante d'une ruelle latérale d'El Oued : « Ici, devant la porte, on est dehors mais c'est comme si c'était à nous, on peut parler avec les voisins et regarder les petits jouer. »

Dans certains cas, ce seuil est matérialisé par une bordure, une dalle cimentée ou mêmes des plantes placées délibérément pour marquer un territoire d'usage. Ces dispositifs sont généralement

respectés par les voisins et révèlent un consensus tacite autour des limites fonctionnelles de l'espace qui prime sur la propriété formelle.

Figs.6 & 7 : Marquage et appropriation des seuils des maisons



Source : Khiari, 2023

Une fois le seuil de la maison marqué, des activités quotidiennes y prennent part.

3.2.2. Activités quotidiennes extériorisées

Les premières formes d'appropriation observables concernent des tâches ménagères de base: étendre et sécher le linge, éplucher les légumes, laver les tapis, etc. Ces activités, réalisées souvent par les femmes en matinée, s'opèrent sans gêne ni interruption dans un climat de tolérance mutuelle. Elles répondent à une nécessité : l'espace intérieur est limité ou inadapté pour accueillir certaines fonctions essentielles à la vie quotidienne.

Dans plusieurs rues du quartier étudié et comme on peut le voir sur les photos ci-dessous, il est fréquent de voir des bassines posées au sol, des ustensiles alignés sur des tabourets ou des cordes à linge suspendues entre les murs des maisons et les poteaux de l'éclairage public. Ces scènes du quotidien participent à la vitalité du quartier et réinscrivent la rue dans une logique de cohabitation ordinaire où la frontière entre ce qui est privé et ce qui est public devient floue et négociée en continu. Comme le décrit Rim, 26 ans, jeune mère : « J'étends le linge de mon bébé dehors, il sèche plus vite. Ici, tout le monde fait pareil, c'est normal. »

Figs.8 et 9 : La rue, espace d'extension de certaines tâches ménagères



Source : Khiari, 2024

Dans le prolongement de ces pratiques domestiques extériorisées, on peut relever d'autres formes d'appropriation de la rue qui devient espace de dépôt temporaire, notamment pour le stockage des matériaux de construction

3.2.3. Stockage des matériaux : confiance et solidarité de voisinage

En effet, la rue assume également une fonction plus matérielle liée à la vie quotidienne des habitants qui est celle du stockage des matériaux de construction (ciment, briques, sable, barres de fer) devant les

habitations. Ces matériaux, parfois laissés pendant plusieurs jours ne font l'objet d'aucun vol. Ce phénomène loin d'être anodin, témoigne de l'existence d'un contrat social implicite reposant sur la surveillance collective, la connaissance mutuelle et une éthique du respect communautaire.

Ce stockage en plein air est d'autant plus significatif qu'il illustre une forme d'espace tampon entre l'intérieur du logement et le reste de la ville. Cette portion d'espace est investie de manière fonctionnelle mais aussi socialement reconnue. On n'y touche pas, sauf autorisation explicite.

Figs. 10 & 11 : Stockage des matériaux de construction dans la rue



Source : Khiari, 2025

Au-delà de cette fonction matérielle et domestique, la rue joue également un rôle essentiel dans la vie collective du quartier, devenant un lieu d'échanges, de rencontres et de sociabilité.

3.3. La rue comme espace social et rituels collectifs

En effet, la rue représente un espace de sociabilité quotidienne et un lieu d'accueil pour des temps forts de la vie communautaire. Ces usages sont fondés sur des formes d'organisation implicites et partagées qui lui confèrent une valeur collective.

3.3.1. Sociabilité quotidienne et usages partagés

A différents moments de la journée, on a relevé que la rue devenait un lieu d'échange, de repos et de socialisation. Le matin, on y

croise les femmes qui s'y installent pour discuter entre elles, souvent tout en effectuant des tâches ménagères. En fin d'après-midi ou en soirée, particulièrement durant l'été, les habitants sortent des chaises et des coussins pour profiter de la fraîcheur, échanger des nouvelles ou simplement observer la vie du quartier. Cette occupation est certes éphémère et mobile mais elle est régulière et s'inscrit dans des routines collectives ancrées dans la culture du quartier.

Les enfants s'approprient eux aussi la rue comme terrain de jeux improvisé. Des parties de football comme on peut le voir sur la photo ci-dessous ou encore des jeux collectifs rythment les après-midis, surtout dans les ruelles moins fréquentées par les voitures ou dans les terrains vagues. Comme le raconte Mehdi, 12 ans, élève en sixième : « On joue ici presque tous les jours après l'école. C'est notre terrain, on met deux pierres pour faire les buts ».

Figs.12 & 13 : Appropriation de la rue par les enfants

Source : Khiari, 2023

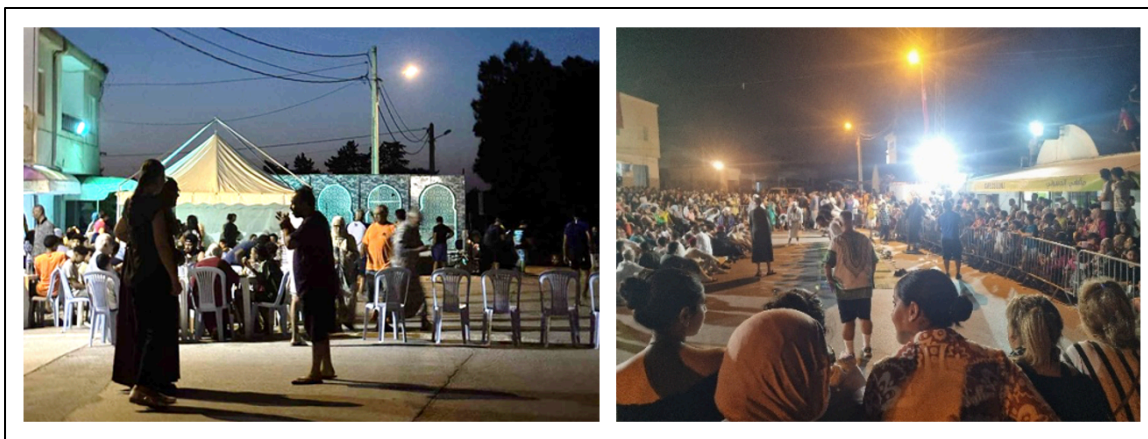
Si la rue accueille au quotidien des pratiques ordinaires d'échange et de convivialité, elle se transforme ponctuellement en un espace

3.3.2. Cérémonies familiales et ritualisation temporaire de l'espace

Lors de mariages, de funérailles ou de fêtes religieuses (comme l'Aïd ou le Moulded), la rue est investie de manière plus spectaculaire. Elle se transforme alors en espace rituel : des tentes sont

d'expression collective plus solennel, où se déploient les cérémonies et rituels communautaires.

montées, des tapis étalés et des haut-parleurs installés. Les familles disposent des tables, servent les repas et organisent la réception directement dans la rue. Dans certains cas, une rue entière peut être fermée à la circulation pendant plusieurs heures comme on peut le voir ci-dessous.

Figs. 14 et 15 : La rue, théâtre de diverses cérémonies

Source : Khiari, 2025

Cependant, ces usages ponctuels sont toujours négociés avec les voisins : une autorisation orale, une entente tacite voire une forme d'anticipation collective rendue possible par la densité des liens sociaux. Comme en témoigne Nadia, 32 ans, la

couturière du quartier : « Quand on prépare un mariage, on prévient tout le monde à l'avance. Chacun aide à sa façon et tout se passe très bien. » La rue devient alors le lieu d'expression d'une communauté élargie où les réseaux de parenté,

d'amitié et de voisinage s'entrecroisent. La gestion de l'espace (emplacement des chaises, circulation des invités, accès des véhicules) repose sur des normes partagées, rarement formalisées mais largement respectées.

Ces formes d'appropriation ponctuelles s'inscrivent dans un rythme plus large, où la rue change continuellement de statut et de configuration selon une flexibilité temporelle.

3.3.3. Temporalité, flexibilité et coexistence

En effet, comme on a pu le voir, sa fonction peut varier au fil de la journée : espace de passage le matin, lieu de jeux l'après-midi, espace de détente le soir et scène de célébration en été. Cette flexibilité repose sur une lecture contextuelle de l'espace où les usages se modulent en réponse à des besoins, à certains moments et selon les rapports sociaux.

Elle permet ainsi la coexistence de pratiques multiples sans conflits majeurs : les activités rituelles ne suppriment pas celles ordinaires mais les enveloppent et les reconfigurent temporairement. La capacité des habitants à transformer l'espace urbain sans le figer, ni l'exclure en fait un espace ouvert mais structuré, approprié mais jamais entièrement privatisé.

Ces usages participent à leur ancrage territorial en réaffirmant à travers les gestes les plus simples ou

les rituels les plus codifiés, leur droit à occuper et vivre pleinement la rue qui devient aussi un lieu d'activités économiques.

3.4. Informalité commerciale et micro-économie de rue

Comme cela a été relevé, des activités économiques informelles, essentielles à la subsistance de nombreux ménages se déploient dans les rues du quartier. Ce rôle économique, souvent marginalisé dans les politiques publiques participe pourtant activement à l'organisation de la vie urbaine, à la vitalité des échanges locaux et à la construction de liens sociaux. Il confère à la rue un statut de marché de proximité à la fois accessible et régulé par des normes implicites.

3.4.1. Marchands ambulants et vendeurs de proximité

Au fil des observations faites au sein de notre quartier d'étude, il apparaît que certains tronçons de rues accueillent de manière régulière des marchands ambulants : vendeurs de lait frais, marchands de charbon ou de matériaux de construction de seconde main.

Figs.16 & 17 : Marchands ambulants en charrette et en camion



Source : Khiari, 2022.

Ces commerçants, parfois extérieurs au quartier, circulent en charrette ou en voiture aménagée mais s'arrêtent souvent aux mêmes endroits selon des routines bien établies. Leurs horaires sont connus des habitants (10h et 16h) qui les attendent et les intègrent dans leurs circuits d'approvisionnement quotidien.

Outre les ambulants, on observe également des vendeurs fixes, souvent installés sur le pas de leur

porte ou à l'angle d'une rue qui proposent une petite gamme de produits : des bonbons, des cigarettes ou des vêtements d'occasion. Ci-dessous, on peut voir un étal de fruits et légumes qui est présent tout le long de la journée et un point de cuisson pour un pain spécial appelé *Tabouna* cuit dans des fours en terre cuite improvisés en pleine rue.

Figs.18 & 19 : Des micro-commerces installés dans la rue



Source : Khiari, 2024

Ces micro-commerces jouent un rôle fondamental dans la structuration économique interne du quartier en répondant à des besoins de base, à moindre coût, sans exigence de déplacement et sont acceptés de tous.

3.4.2. Spatialisation informelle et tolérance communautaire

Ainsi, l'installation de ces activités économiques se fait généralement sans autorisation formelle mais avec une forme de tolérance implicite de la part des habitants, et ce, tant qu'elle ne gêne pas la circulation, ne provoque pas de nuisances ou de conflits majeurs. Il existe donc une forme d'autorégulation spatiale où chaque commerçant connaît la limite de sa portion de rue et sait s'adapter en cas de besoin. On peut donc dire que la gestion de la rue repose sur un ensemble de règles implicites, non écrites mais largement partagées. Celles-ci définissent ce qu'il est acceptable de faire (ou non), à quels moments et dans quelles conditions.

On relève aussi que certains espaces deviennent des centralités économiques éphémères tel qu'un

coin de rue très fréquenté, un passage entre deux rues principales ou encore une petite placette. Ils peuvent temporairement accueillir plusieurs activités commerciales, particulièrement en fin de semaine (*le souk*) ou lors de périodes festives (comme pendant le mois de Ramadan pour la vente de pain spécial ou encore lors de la fête de l'*Aïd* pour accueillir les moutons).

3.4.3. Résilience économique et dynamiques de survie

Pour une grande partie des habitants de ces quartiers, ces formes de commerce informel constituent des stratégies de survie économique dans un contexte de précarité structurelle, de chômage élevé (30% de chômage relevé dans le quartier d'étude, affectant principalement les jeunes de moins de 35 ans) et de faibles revenus (le revenu moyen se situe aux alentours de 650dt par mois). Le seuil de la maison ou l'espace devant la porte peuvent aussi devenir des ressources productives, aménagées au quotidien selon les opportunités. Dans certains cas, l'activité commerciale s'intègre directement à l'habitat : un espace de la maison est

spécifiquement dédié à la vente ou à la prestation de services, comme on peut le voir sur les photographies ci-dessous.

Il s'agit d'un écosystème économique local, réactif, inventif mais fragile : toutes ces activités échappent aux dispositifs de régulation officiels (sans autorisation, sans fiscalité et pas de sécurité sanitaire) tout en comblant un vide laissé par

l'absence ou l'insuffisance de structures commerciales formelles à proximité. Elles permettent également de renforcer les relations de voisinage par la fréquence des échanges, la confiance mutuelle et la circulation de biens à crédit (un cahier est tenu par le commerçant mentionnant les noms de ses clients et les montants crédités par jour) ou à prix modérés.

Figs. 20 & 21 : Travail informel dans les logements (couture à gauche, vente de charbon et de fruits secs à droite)



Source : Khiari, 2023

La rue en tant qu'espace de micro-commerces incarne comme on a pu le voir une forme d'économie de proximité, souple, adaptative et enracinée dans les dynamiques locales. Elle révèle une urbanité vivante où les habitants réinventent au quotidien les conditions de leur subsistance en transformant leur environnement immédiat.

4. DISCUSSION

Les résultats obtenus dans le quartier d'El Oued coïncident en plusieurs points avec ceux des études antérieures et montrent que la rue dépasse sa fonction première de circulation pour devenir un support actif de la vie sociale et économique. En effet, cette observation s'inscrit dans la continuité des travaux de Lefebvre (1974 :

19) sur la production sociale de l'espace, selon lesquels l'espace urbain n'existe qu'à travers les usages et les interactions qui le façonnent. À El Oued, la rue illustre précisément ce principe : elle est continuellement produite, ajustée et réinterprétée par les habitants au gré de leurs besoins.

4.1. Des mécanismes locaux d'auto-régulation

Les formes de co-gestion observées (nettoyage collectif, règles spontanées de dépôt des déchets) s'apparentent à ce qu'Ostrom (1990 : 2) qualifie de « self-governing institutions », c'est-à-dire des régimes de biens communs fondés sur des règles tacites et des frontières minimales. À El Oued, ces mécanismes

ne sont ni exclusifs ni formalisés, mais ils garantissent un accès partagé à la rue et évitent les conflits ouverts. Ainsi, ce qui pourrait apparaître comme une désorganisation témoigne en réalité d'une autorégulation locale, fondée sur la confiance, la tolérance conditionnée et la négociation. Ces trois dimensions constituent le socle d'une forme d'autogouvernance informelle, proche de ce que Bakkar (1995 : 71) identifie dans d'autres quartiers périphériques notamment algériens : une gestion de l'espace public par les habitants eux-mêmes en l'absence d'un encadrement institutionnel effectif et qui ont « montré leur capacité de mobilisation pour gérer les affaires de la cité ».

4.2. Une organisation collective du quotidien

Les résultats corroborent en grande partie les analyses de Navez-Bouchanine (2002 : 357), pour qui les quartiers populaires du Maghreb reposent sur des compétences habitantes, une capacité d'ajustement et des formes d'organisation non institutionnalisées.

Les pratiques observées à El Oued (entraide quotidienne, surveillance collective, coordination des usages) confirment cette lecture.

Toutefois, le cas d'El Oued nuance certains aspects. Si Navez-Bouchanine insiste sur des systèmes stabilisés par l'ancienneté des liens sociaux (2002 : 256), El Oued montre que même dans un quartier récent (moins de dix ans d'existence), des régulations émergent rapidement. Cela suggère que les mécanismes d'ajustement et de coordination ne relèvent pas uniquement de l'ancienneté, mais aussi de contraintes structurelles communes : le manque d'infrastructures, la précarité de la voirie et l'incertitude foncière. Le quartier devient ainsi un laboratoire pour observer l'émergence accélérée de micro-institutions locales.

4.3. Des frontières mobiles entre privé et public

Les pratiques d'appropriation relevées (étendoirs entre maisons et poteaux, chaises sorties au seuil, bassines et outils sur les trottoirs) rappellent la notion d'« espace limitrophe » décrite par Bouchrara (1995 : 50). Cet espace, entre privé et public, est modulé en fonction des temporalités et des besoins.

Les résultats d'El Oued confirment cette fluidité : la rue peut être simultanément ou successivement un lieu de travail, de sociabilité, de jeux ou de rituel. Cette polyvalence, loin d'être anarchique, constitue un marqueur d'urbanité populaire, où la rue devient un prolongement de l'habitat et un espace d'adaptation créative face aux carences des services urbains.

4.4. Polyvalence et temporalités des usages

Les usages quotidiens observés à El Oued montrent que les habitants ne se contentent pas d'habiter la rue : ils la produisent en permanence. Cela rejoint l'idée de Harvey (2012 : 4) selon laquelle « the right to the city » ou le droit à la ville s'exerce à travers des pratiques concrètes de réappropriation quotidienne de l'espace urbain. De même, Low (2006 : 2) insiste sur les dynamiques sociales (genre, âge, génération) qui reconfigurent les espaces publics. El Oued en fournit une illustration nette : les femmes utilisent le seuil comme espace de travail ou de socialisation, les enfants transforment la rue en terrain de jeux, les commerçants en prolongent l'espace économique.

Cette diversité d'usages montre que la rue est un espace coproduit par une pluralité d'acteurs, et qu'elle fonctionne comme une scène sociale où se négocient continuellement les règles d'usage.

CONCLUSION

Les résultats obtenus valident l'hypothèse de départ selon laquelle la rue, dans les quartiers informels, constitue un espace structurant où se déploient des formes d'organisation collective et des usages hybrides entre public et privé. L'analyse des pratiques quotidiennes observées à El Oued confirme que la rue, loin d'être un simple interstice entre les façades, constitue une composante essentielle de l'organisation sociale du quartier. L'étude met en évidence plusieurs contributions à la compréhension des dynamiques urbaines dans les contextes informels.

En premier lieu, la rue apparaît comme un espace de régulation collective, où se déploient des formes d'autorégulation fondées sur la confiance, la négociation et des règles tacites. Les pratiques de co-gestion révèlent l'existence de mécanismes locaux d'organisation qui pallient, au moins en

partie, l'absence d'aménagements publics et de services formels. Loin de confirmer l'image d'un désordre généralisé, ces résultats invitent à reconnaître l'existence de capacités d'organisation endogènes au sein des quartiers informels.

En second lieu, la rue fonctionne comme un espace d'hybridation entre public et privé, où les frontières ne sont ni fixes ni univoques, mais sans cesse renégociées. Les usages domestiques, économiques et rituels montrent que la rue constitue à la fois un prolongement de l'habitat et un espace collectif partagé. Cette plasticité questionne les définitions formelles des espaces publics et invite à les aborder à partir des pratiques situées plutôt qu'à partir des seules catégories juridiques ou planificatrices.

En troisième lieu, le cas d'El Oued met en lumière la rapidité avec laquelle des formes d'organisation collective peuvent émerger dans un quartier récent. Alors que nombre d'analyses insistent sur le rôle de l'ancienneté des liens sociaux, les dynamiques observées suggèrent que des contraintes structurelles communes (manque d'infrastructures, précarité de la voirie, incertitude foncière) contribuent également à l'apparition accélérée de règles partagées, d'ajustements mutuels et de micro-organisations locales. Le quartier apparaît ainsi comme un observatoire privilégié des processus contemporains de fabrique urbaine informelle.

Sur le plan méthodologique, cette étude présente toutefois plusieurs limites. Elle repose sur un site unique et sur un échantillon volontaire, qui ne permettent pas de prétendre à une représentativité statistique. Néanmoins, la profondeur du travail ethnographique, la diversité des profils interrogés et la prise en compte des temporalités d'usage offrent des éléments d'analyse transférables à d'autres situations urbaines comparables, sous réserve d'en interroger les spécificités locales.

Ces résultats ouvrent plusieurs pistes de recherche futures. Des comparaisons entre quartiers informels, de configurations et de niveaux d'intégration différents permettraient d'identifier des trajectoires communes ou contrastées d'évolution des rues comme espaces de cohabitation et de régulation.

L'analyse des interactions entre pratiques habitantes et interventions institutionnelles (municipalités, programmes de réhabilitation, dispositifs associatifs) offrirait des clés pour penser

des formes de co-gouvernance plus attentives aux savoirs d'usage et aux dynamiques locales.

Au-delà du cas d'El Oued, cette recherche invite ainsi à considérer la rue comme un laboratoire social où se tissent, au quotidien, des formes situées de gouvernance, de solidarité et d'appropriation de l'espace. En reconnaissant ces dynamiques, les politiques urbaines mises en œuvre dans les villes africaines pourraient s'appuyer davantage sur les ressources sociales existantes pour concevoir des interventions qui ne se limitent pas à corriger l'informel, mais cherchent à dialoguer avec lui et à en valoriser les potentialités pour construire une ville plus inclusive et équitable.

Références bibliographiques

Agence de Réhabilitation et de Rénovation Urbaine (ARRU), 2022. *Rapport annuel 2021*, Tunis. Disponible en ligne : <https://www.arru.nat.tn/>, [dernier accès octobre 2025].

BAKKAR Rabia, 1995. « Habitat irrégulier et compétences constructives populaires à Tlemcen », *Revue Maghrébine d'Architecture et d'Urbanisme*, n°9/2, p.45-62.

BOUCHRARA ZANNAD Traki, 1995. *Tunis, une ville et son double*, Maison tunisienne de l'édition, Tunis, 214 p.

CHABBI Morched, 1985. *L'urbanisation spontanée à Tunis : formes et logiques sociales*, thèse de doctorat, Publications de la Faculté des Lettres, Tunis, 436 p.

HARVEY David, 2012. « Rebel Cities: From the Right to the City to the Urban Revolution », *Verso*, p.206. Disponible en ligne : <https://files.libcom.org/files/Rebel%20Cities-David%20Harvey.pdf>, [dernier accès octobre 2025].

Institut National de la Statistique (INS), 2025. *Recensement Général de la Population et de l'Habitat 2024*, Tunis. Disponible en ligne : <https://www.ins.tn/publication/recensement-general-de-la-population-et-de-lhabitat-2024>, [dernier accès octobre 2025].

KHIARI Noura, 2013. *L'habitat auto-produite populaire, entre maux et remèdes. Étude du potentiel générateur d'alternatives viables. Cas de Bhar Lazreg*, thèse de doctorat, Université de Carthage, Tunis, 505 p.

LEFEBVRE Henri, 1974. « La production de l'espace », *L'Homme et la société*, n°31/32, Sociologie de la connaissance marxisme et anthropologie, p. 15-32. Disponible en ligne : <https://doi.org/10.3406/homso.1974.1855>, [dernier accès octobre 2025].

NAVEZ-BOUCHANINE Françoise, 2002. *Vivre au quotidien dans les quartiers informels*, Harmattan, Paris, 411 p.

OSTROM Elinor, 1990. *Governing the Commons: The Evolution of Institutions for Collective Action*. Cambridge University Press, 295 p.

Disponible en ligne : https://www.actu-environnement.com/media/pdf/ostrom_1990.pdf, [dernier accès octobre 2025].

LOW SETHA, SMITH NEIL, 2006. « The Imperative of Public Space », *The Politics of Public Space*, New York, Routledge, p.1-16. Disponible en ligne : https://chisineu.wordpress.com/wp-content/uploads/2012/08/biblioteca_low_smith_politics_ps.pdf, [dernier accès octobre 2025].

AUTEURE

Noura KHIARI

Docteure en Architecture, Maître-assistante

Université de Carthage (Tunisie)

Courriel : nourakhiari@gmail.com



© Edition électronique

URL – Revue Espaces Africains : <https://espacesafricains.org/>

Courriel – Revue Espaces Africains : revue@espacesafricains.org

ISSN : 2957-9279

Courriel – Groupe de recherche PoSTer : poster_ujlog@espacesafricains.org

URL – Groupe PoSTer : <https://espacesafricains.org/poster>

© Éditeur

- Groupe de recherche Populations, Sociétés et Territoires (PoSTer) de l'UJLoG

- Université Jean Lorougnon Guédé (UJLoG) - Daloa (Côte d'Ivoire)

© Référence électronique

Noura KHIARI, « *Vivre la rue informelle. Entre public et privé : l'appropriation socio-spatiale de la rue au sein d'un quartier informel en Tunisie* », Numéro Varia (Numéro 4 | 2025), ISSN : 2957- 9279, p.109-126, mis en ligne, le 30 décembre 2025, Indexations : Road, Mirabel, Sudoc et Impact factor (SJIF) 2025 : 5. 341.

INDEXATIONS INTERNATIONALES DE LA REVUE ESPACES AFRICAINS



Voir impact factor : <https://sjifactor.com/passport.php?id=23718>



Voir la page de la revue dans Road : <https://portal.issn.org/resource/ISSN/2957-9279>



Voir la page de la revue dans Mirabel : <https://reseau-mirabel.info/revue/15151/Espaces-Africains>



Voir la revue dans Sudoc : <https://www.sudoc.abes.fr/cbs/xslt/DB=2.1//SRCH?IKT=12&TRM=268039089>